

C. DELGA ne dit pas la vérité sur l'alternative ferroviaire à l'autoroute A69 Tlse-Castres !

Le projet d'autoroute A69 Toulouse-Castres est un projet d'un autre temps, d'une autre époque, inutile et scandaleux, à tous points de vue : démocratique, écologique, social et financier. Alors que le train sera l'avenir !

La question est ainsi de savoir pourquoi l'État d'E. MACRON et la Région de C. DELGA tiennent autant à ce projet insoutenable et inacceptable, et bafouent à ce point les possibles alternatives, en particulier l'alternative ferroviaire.

Devant l'opinion publique, et la Justice, c'est la recherche sérieuse et sincère d'une alternative qui sera appréciée et jugée. Car il est primordial de tout faire pour éviter les projets d'artificialisation destructeurs de nature.

Albi, la préfecture du Tarn, avec à peu près autant d'[habitant.es](https://www.habitant.es) que Castres la sous-préfecture, bénéficie d'une autoroute gratuite ET de quasi 2 fois plus de trains que Castres. Trois fois plus de personnes prennent le train à Albi qu'à Castres, dont la ligne est moins bien desservie et 'sacrifiée' (avec suppression de trains) au moindre aléa.

Deux options s'opposent aujourd'hui clairement :

- soit imposer à Castres-Mazamet de garder une desserte ferroviaire deux fois moindre qu'Albi ET une autoroute payante et chère (écocidaire et anti-sociale), dont les contribuables devront payer les coûts et déficits prévisionnels ;
- soit proposer des mobilités comparables à celles d'Albi, avec deux fois plus de trains (écologiques et sociaux) et la préservation d'une route gratuite avec ses sections en 3 voies ou 2x2 voies

Carole DELGA, la Présidente de Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, qui se fait pourtant passer pour Madame Train, affirme depuis des mois que l'alternative ferroviaire à l'A69 coûterait 1Milliard d'€, sans la moindre démonstration.

Nous proposons à la presse une conférence ouverte au public ce 19 janvier 2024 sur le ferroviaire pour exposer :

- notre interpellation de C. DELGA sur '*pourquoi la ligne Toulouse - Albi bénéficie de quasi 2 fois plus de trains, en plus d'une autoroute gratuite, que la desserte Toulouse Castres-Mazamet livrée à l'autoroute ?*';
- notre demande à Carole DELGA de l'étude à l'appui de ses affirmations sur le coût 'd'1 Milliard d'€' ;
- notre demande d'expertise de cette annonce à « 1 Milliard d'€ » de C. DELGA, là où nous pouvons affirmer, en le soumettant aussi à expertise indépendante, que l'alternative ferroviaire se situe en fait à env. 100M€!
- les contradictions de C. DELGA affirmant que seuls des trains à diesel roulent sur la ligne Tlse-Castres ;
- notre avis défavorable auprès de la SNCF, et de C. DELGA, sur la suppression d'une voie du Tarn à Matabiau pour les AFNT de la LGV Bordeaux-Toulouse (où la Région prévoit d'investir des milliards d'€);
- notre demande d'explications à la Région (de Mme DELGA) sur le projet de cantonner l'arrivée des trains du Tarn à Toulouse dans une gare nouvelle à Balma-l'Union (et non plus à Tlse-Matabiau) ;

- des incohérences manifestes de mauvaise coordination/optimisation entre trains LIO et cars LIO de la Région, desservant ainsi négativement pour l'heure les alternatives 'transports en commun' existantes;
- notre demande à la Région et à l'État d'inscrire au CPER 'mobilités' en cours de négociation / finalisation avant signature ce semestre (au moins les éléments identifiés par la DREAL dès... 2009 !);

Cette **conférence de presse se tiendra** au bar le Winger, 68 rue Bayard, à quelques pas de la gare Matabiau à Toulouse, le Vendredi 19 janvier 2024 à 15 heures en présence de :

- Geneviève AZAM, ATTAC
- La Voie Est Libre (LVEL) s'opposant à l'A69,
- l'Union pour la Protection de la Nature du Tarn (UPNET) / France Nature Environnement (FNE 81),
- les Amis de la Terre de Midi-Pyrénées,
- TARSLY – Fédération Nationale des Associations d'Usager.es des Transports 81 (FNAUT 81), sous réserve
- l'Association des Usager.es des Transports de l'Aglo Toulousaine et Environs AUTATE (/ FNAUT 31), sous réserve
- l'Atelier d'Écologie Politique, ATECOPOL sous réserve
- un ou des syndicats de cheminot.es, sous réserve

Gironde : des opposants à la LGV Bordeaux-Toulouse bloquent les travaux

Par [Jean Cittone](#) Le Figaro

Publié hier à 14:39, Mis à jour hier à 14:42

Le slogan «No passarail» était brandi ce mardi par les militants anti-LGV. Non LGV 33



Les opposants dénoncent l'aspect «mortifère» du Grand projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO), qui pourrait détruire des milliers d'hectares de zones agricoles et boisées. Ils soutiennent les nombreux élus demandant un moratoire sur la création d'une troisième voie très coûteuse.

Les débuts du chantier du [Grand projet ferroviaire du Sud-Ouest \(GPSO\)](#) ne sont pas passés inaperçus. Depuis [la fin de l'année 2023](#), les aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux (AFSB) ont commencé, afin de permettre la création d'une troisième voie pour relier Toulouse et Bordeaux en seulement une heure de train d'ici 2032. Un projet pharaonique qui provoque de vives oppositions, notamment à cause de son impact néfaste sur l'environnement.

Ce mardi, une cinquantaine d'opposants au GPSO s'est réunie dès 7 heures du matin à Saint-Médard-d'Eyrans, dans le Sud Gironde, afin de bloquer symboliquement le chantier en cours, sensibiliser les usagers des TER et distribuer des tracts contre *«le début des travaux de la honte»*. Des milliers d'hectares, principalement des zones boisées ou agricoles, seraient en effet concernés par ce vaste projet ferroviaire, que ce soit directement (créations de nouvelles voies) ou indirectement (ouvertures de carrières).

À lire aussi [Bordeaux : la mairie a-t-elle triplé le taux d'artificialisation dans la ville ?](#)

«No passarail»

Selon le collectif Non LGV 33, cette action avait pour but de *«questionner»* le début des travaux, *«alors que le projet est contesté démocratiquement dans son ensemble depuis des années, que son financement est mis en cause juridiquement et que de nombreuses alertes ont été lancées sur ses conséquences environnementales»*. Souhaitant une mobilisation *«pacifique»* pour bloquer *«symboliquement»* le début du chantier, les militants *«ont partagé café et viennoiseries avec les ouvriers présents sur place, en leur faisant part de leurs arguments»*. Le blocage a duré jusque dans l'après-midi.

Au son du slogan réinventé à consonance révolutionnaire et libertaire *«No passarail»*, les militants ont rappelé leurs demandes, parmi lesquelles l'arrêt des travaux, une étude comparative sur d'autres aménagements possibles au sud de Bordeaux pour améliorer la desserte des trains, un débat démocratique sur les différentes options envisageables pour relier Bordeaux à l'Espagne et Paris à Toulouse ainsi qu'une réactualisation du bilan carbone du GPSO, dont la déclaration d'utilité publique remonte à 2016.

À lire aussi [Une usine de dirigeables géants en pleine forêt : le projet fou du président de la région Nouvelle-Aquitaine](#)

Une LGV «pas crédible» selon plusieurs maires

Fin 2023, [dix élus de tous bords](#), dont la députée Sophie Mette (MoDem) et les sénatrices Nathalie Delattre (Parti radical) et Florence Lassarade (Les Républicains), ont émis *«de sérieux doutes quant à l'utilité réelle des AFSB»*, au regard des éléments qui leur ont été transmis par SNCF Réseau, et ont écrit en ce sens aux élus de Bordeaux Métropole. Pour les parlementaires, ces documents *«indiquent que les voies existantes seraient suffisantes pour absorber les circulations prévues pour répondre à la fois aux exigences du RER métropolitain et à l'augmentation du trafic TGV et fret, remettant ainsi en question la nécessité de la réalisation d'une troisième voie»*.

Des interrogations qui font suite à la fronde de nombreux élus locaux, indignés de [la mise en place d'un «impôt GPSO»](#) dans les communes situées à moins d'une heure de voiture d'une gare desservie par la future LGV, sans être assurés d'en tirer avantage puisque la future LGV ne fera au mieux que les traverser. Parmi les élus locaux inquiets, Jacqueline Lartigue-Renouil, maire de Bernos-Beaulac (Gironde) et coprésidente d'un collectif d'élus du Sud Gironde opposés au GPSO, rappelle leur demande d'un *«abandon pur et simple de ce projet au profit de la rénovation des lignes existantes, qui va coûter le tiers du projet GPSO»*. Une volonté également partagée par [les maires de Bordeaux, Bayonne et Irun](#), qui jugent la LGV *«pas crédible»*

